



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/3/SR.11
8 janvier 2007

Original: FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 11^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 6 décembre 2006, à 10 heures

Président: M. DE ALBA (Mexique)

puis: M. GODET (Suisse) (Vice-Président)

SOMMAIRE

APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (*suite*)

b) EXAMEN ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Conseil seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME» (*suite*)
(point 2 de l'ordre du jour)

b) EXAMEN ET RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS (*suite*) (A/HRC/3/5,
A/HRC/3/CRP.3)

1. Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à poursuivre l'examen des rapports intérimaires des groupes de travail et à procéder notamment à l'examen des conclusions préliminaires du facilitateur du mécanisme de plainte.
2. M. GODET (Suisse), facilitateur du Groupe de travail intergouvernemental intersessions, à composition non limitée, chargé de la mise en œuvre du paragraphe 6 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale pour le mécanisme de plainte, dit que le Groupe de travail a jusqu'à la mi-juin 2006 pour accomplir sa tâche et a tenu des réunions les 8 et 15 septembre, et les 16, 17 et 23 novembre 2006. Les conclusions préliminaires que le facilitateur présente à la séance en cours ne sont que des éléments de réflexion, une tentative d'inventaire des points sur lesquels il a cru pouvoir discerner l'émergence d'un consensus, ainsi que des points sur lesquels des discussions approfondies seront nécessaires. Il a aussi formulé des suggestions sur la manière dont il serait possible d'orienter la discussion là où elle doit être poursuivie. Ces éléments de réflexion ne sont que le reflet d'une volonté de structurer et de faciliter la discussion. M. Godet dit que les délégations semblent s'accorder sur le fait que la procédure 1503 peut constituer une base de travail utile, sachant que la tâche du Groupe de travail consistera à rechercher les changements et les améliorations qui pourraient y être apportés. Un autre point de convergence porte sur le fait que le mécanisme de plainte s'étend à tous les droits de l'homme. On discerne au sein des délégations un fort attachement au principe de l'épuisement des voies de recours internes. Il semble également y avoir un accord sur le fait que le mécanisme de plainte doit être composé de deux phases distinctes, actuellement incarnées par le Groupe de travail chargé d'examiner les communications et par celui chargé d'examiner les situations. Les délégations semblent aussi s'entendre sur le fait que la procédure doit demeurer confidentielle, étant entendu que la discussion devra être poursuivie en ce qui concerne le moment et les conditions auxquels la confidentialité pourra ou devra être levée. Aucune délégation ne paraît s'élever contre l'élimination des doubles emplois et des défauts de protection. Enfin, il faudra poursuivre la discussion sur les liens à établir entre la procédure de plainte et l'examen périodique universel. La question est délicate puisque le mécanisme de plainte est en principe une procédure confidentielle, ce que ne sera sans doute pas l'examen périodique universel. Étant donné que personne ne conteste l'utilité du mécanisme de plainte en tant que tel, le facilitateur demande que le débat général qui va suivre soit assez bref pour pouvoir ensuite procéder, dans un cadre différent, à une discussion plus détaillée des modalités et des éléments de fonctionnement du mécanisme.
3. M^{me} SILFVERBERG (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, indique que la Bulgarie et la Roumanie, pays adhérents, ainsi que la Turquie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, l'Islande, le Liechtenstein, l'Ukraine et la République de Moldova souscrivent à sa déclaration. La représentante de la Finlande partage l'avis selon lequel la procédure 1503 doit être conservée

comme base de travail. Les défaillances de l'actuelle procédure doivent toutefois être prises en compte de manière à obtenir un mécanisme de plainte qui, de manière impartiale, objective, efficace, favorable aux victimes et en temps voulu, s'occupe des violations qui atteignent le degré d'un ensemble cohérent de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales attestées par des éléments dignes de foi. Pour que le mécanisme de plainte reste réellement favorable aux victimes, que la mission de promotion, de protection des droits de l'homme mais aussi de prévention du Conseil soit respectée, le degré fixé pour les violations ne devrait pas être plus élevé que dans le système actuel et le mécanisme de plainte devrait aussi jouer un rôle d'alerte précoce. L'application effective des critères de recevabilité est essentielle à la crédibilité du mécanisme de plainte. Les représentants des deux groupes de travail du mécanisme de plainte doivent être en mesure de montrer que les décisions concernant des cas spécifiques ont été prises sur la base des critères de recevabilité, notamment l'épuisement des recours internes. Pour que l'application effective de ces critères soit assurée, il faut désigner, pour le premier groupe de travail, des experts indépendants et impartiaux qui possèdent les compétences nécessaires. Le Haut-Commissaire devrait décider des nominations à partir d'une liste d'experts régulièrement mise à jour par le HCDH. Quant au deuxième groupe de travail, il devrait être composé de représentants issus de chaque groupe régional. Il serait également important, pour les plaignants comme pour la crédibilité de la procédure, d'améliorer la transparence du système actuel. Il est nécessaire d'informer les plaignants du fait que la plainte a été reçue; il faut leur dire quelle suite lui a donné le groupe de travail, et leur communiquer le résultat de la procédure. Toutefois, pour ne pas surcharger la procédure, il reviendrait au groupe de travail de décider s'il y a lieu de demander au requérant de fournir de plus amples informations dans un délai raisonnable. Sur la demande du plaignant, et si sa sécurité en dépend, son identité ne devrait être connue que du secrétariat. Les différentes étapes de la procédure devraient rester confidentielles. On a dit que, compte tenu de la nature politique de la décision qui consiste à rendre la procédure publique, seule la plénière pourrait prendre cette décision. Comme le mécanisme de plainte doit être favorable aux victimes et s'attaquer aux violations des droits de l'homme, il n'y a aucune raison pour que les membres du Conseil se cachent derrière des considérations de nature politique lorsque l'on traite d'un cas d'évidente absence de coopération de l'État concerné par la procédure.

4. M. KHAN (Pakistan), parlant au nom de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), dit que l'idée concernant le rôle de prévention et d'alerte précoce du mécanisme de plainte n'est pas clairement définie, et qu'il conviendrait d'y réfléchir davantage. La nouvelle idée d'un «degré élevé» pour les violations est vague. Elle peut être interprétée de façon subjective et entraîner des plaintes motivées par des considérations politiques. La notion de «violations massives et systématiques des droits de l'homme» devrait rester le critère de recevabilité. Les critères de recevabilité prévus par la procédure 1503 devraient être strictement respectés. Les communications comportant des termes injurieux, fondées sur des rapports de presse, sont de toute évidence politisées ou mal fondées. Les critères ne devraient pas être atténués ou assortis de termes tels que «à peu près» ou «uniquement». Les plaintes devraient être déposées par les personnes ou les groupes victimes de violations et non par des personnes «agissant de bonne foi», qui pourraient abuser de la procédure, ce qui s'est d'ailleurs déjà produit. Il ne faudrait pas qu'il y ait de chevauchement entre la procédure 1503 et le travail effectué par les procédures spéciales et les organes conventionnels. Il convient de conserver le système de procédure en deux étapes, le premier groupe de travail examinant la recevabilité des plaintes et le deuxième groupe proposant les mesures à prendre. En aucun cas le secrétariat ne devrait assumer le rôle du Groupe de travail chargé des communications. La confidentialité devrait

rester le principe fondamental de la procédure de plainte. Il ne s'agit pas en effet de montrer les États du doigt lors de débats publics. Les informations ne devraient être rendues publiques que si l'État montre qu'il ne veut pas coopérer avec la procédure. La composition des deux groupes de travail devrait être fondée sur le principe d'une représentation géographique équitable. La composition du premier groupe de travail devrait s'inspirer de celle de l'organe d'experts de la Sous-Commission pour la promotion et la protection des droits de l'homme. L'OCI réfléchira soigneusement à la question de l'élargissement des groupes de travail. En ce qui concerne la nomination ou l'élection des membres des groupes de travail, l'OCI pense que la pratique actuelle devrait être maintenue. Le Conseil des droits de l'homme devrait traiter des procédures de plainte une fois par an. Compte tenu du caractère confidentiel du mécanisme de plainte, l'OCI n'est pas favorable à l'établissement d'un lien entre ce mécanisme et l'examen périodique universel. La réception de la plainte et son issue ne devraient pas être soumises à des délais artificiels. Il convient d'insister sur les besoins de renforcement des capacités et d'assistance technique des pays en développement dont les cas sont à l'examen dans le cadre du mécanisme de plainte.

5. M^{me} ZOLOTOVA (Fédération de Russie) ne souscrit pas aux conclusions du facilitateur concernant la portée du mécanisme de plainte. Il ne semble pas possible, à l'heure actuelle, d'inclure dans la liste de droits dont la violation doit être examinée par la procédure 1503 les droits de la troisième génération, c'est-à-dire les droits collectifs. Il paraît aussi prématuré d'inscrire sur cette liste le droit au développement. La délégation russe pense qu'il est très important que le caractère confidentiel de la procédure 1503 soit conservé – notamment parce qu'il permet un règlement sans confrontation des plaintes collectives – et s'inquiète de la proposition faite par certaines délégations de lever la confidentialité de la procédure. La représentante de la Russie souligne que le fait de rendre la procédure publique pour punir les États qui refuseraient de coopérer peut avoir un effet destructeur, dont on peut trouver de nombreux exemples dans les annales des travaux de la Commission des droits de l'homme. La Russie est néanmoins prête à envisager la possibilité d'accorder au mécanisme de plainte un caractère plus ouvert en supprimant l'aspect injuste de la procédure actuelle qui veut que le requérant soit maintenu dans l'ignorance quant à la suite donnée à sa plainte. La délégation russe ne s'oppose pas à l'idée d'examiner à l'avenir la possibilité de renoncer à la confidentialité pour ce qui est des conclusions de l'examen de la plainte, qui sont de toute façon aujourd'hui un secret de Polichinelle. En ce qui concerne le lien entre le mécanisme de plainte, les procédures spéciales et l'examen périodique universel, il est important qu'il n'y ait pas de doublons, notamment dans l'examen de situations dans le cadre à la fois de procédures confidentielles et de procédures ouvertes. À cet égard, la délégation russe est en faveur de l'introduction du critère de recevabilité qui prévoit de ne pas examiner les situations qui sont déjà traitées dans le cadre d'une autre procédure spéciale. L'idée d'utiliser la procédure confidentielle 1503 également comme mécanisme d'alerte précoce dans le cadre de l'examen périodique universel est inacceptable pour la Russie. L'établissement d'un tel lien entre les deux mécanismes conduirait à violer le caractère confidentiel de la procédure, romprait le cycle régulier de l'examen périodique universel et, pour finir, transformerait l'examen périodique en un mécanisme quasi judiciaire. La délégation russe souhaiterait que, pour faciliter la suite des travaux, l'on prévienne une structure unique pour tous les documents présentant les conclusions relatives aux questions débattues dans les différents groupes de travail.

6. M. AMIRBAYOV (Azerbaïdjan), s'associant à la déclaration faite par le représentant de du Pakistan au nom de l'OCI, dit que la procédure de plainte devrait s'appliquer aux violations massives et systématiques des droits de l'homme, conformément au paragraphe 3 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale. Pour ce qui est des critères de recevabilité des requêtes, il convient de maintenir la règle de l'épuisement des recours internes et d'écarter l'examen de toute requête manifestement politisée. La coopération étant la condition *sine qua non* du fonctionnement efficace de la procédure de plainte, l'Azerbaïdjan pense que le Conseil devrait étudier les moyens d'examiner les cas dans lesquels les États refusent de coopérer. L'Azerbaïdjan est favorable à ce que l'auteur de la communication soit informé à tous les stades clefs de la procédure et pense que l'État concerné devrait bénéficier des mêmes renseignements. Il convient par ailleurs d'appliquer le principe de la représentation géographique équitable tant au Groupe de travail chargé de l'examen des communications qu'au Groupe de travail chargé de l'examen des situations. L'Azerbaïdjan se joint au consensus sur la durée du mandat, sur la rotation des membres des groupes de travail et sur l'examen des situations par le Conseil au moins une fois par an. Enfin, l'Azerbaïdjan n'est pas favorable à la création d'un lien entre la procédure de plainte et celle de l'examen périodique universel.

7. M. CERDA (Argentine) dit qu'il faut améliorer le système de la procédure 1503 mais non pas le démanteler. La délégation argentine espère que dans le nouveau mécanisme le rôle des experts sera plus important que celui des États, ce qui pourrait représenter une des améliorations du futur système. Elle estime que la confidentialité n'est pas une fin en soi et que les plaignants devraient pouvoir bénéficier de quelques informations sur l'avancée de la procédure. Le caractère quasi permanent du Conseil devrait permettre d'examiner les cas plus d'une fois par an, ce qui permettrait au mécanisme de plainte d'être plus efficace que ne l'était la procédure à l'époque de la Commission des droits de l'homme. Sans fixer des délais artificiels, il faut surmonter le problème actuel de la durée excessive de la procédure. Le représentant de l'Argentine propose que lorsqu'un pays faisant l'objet de l'examen universel périodique présente des cas de violations systématiques qui ont donné lieu à des plaintes cette tendance soit mentionnée dans le dossier du pays examiné, ce dans le respect de la confidentialité des cas concrets. Le Haut-Commissariat devrait pouvoir disposer d'un personnel suffisant pour examiner les communications. La délégation argentine espère que l'organe consultatif du Conseil qui remplacera la Sous-Commission pourra jouer un rôle important dans le cadre du mécanisme de plainte. Le Président du Groupe de travail chargé des communications devrait travailler aux côtés d'autres membres du Bureau à la question de la recevabilité des plaintes.

8. M. RAHMAN (Bangladesh) s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'OCI. Il considère que l'adjonction de nouveaux éléments à la procédure 1503, tels que la fonction d'alerte précoce ou la notion de seuil élevé, compromettrait le mécanisme et le rendrait controversé. Le problème principal de la procédure 1503 réside dans le non-respect des critères de recevabilité. Le mécanisme pourrait être amélioré si le Groupe de travail dans son ensemble, et non son président, se prononçait sur la recevabilité des communications. La délégation bangladaise est déçue de ne pas retrouver la motivation politique dans la liste des critères d'irrecevabilité. Elle souhaiterait avoir un avis juridique sur la différence existant entre les expressions «mobile politique» et «requête politisée», sachant qu'elle serait en faveur du maintien de la première. Le représentant du Bangladesh est favorable à une procédure en deux étapes. Il pense par ailleurs que les élections seraient le meilleur mode de choix des membres des groupes de travail, mais serait prêt à accepter une sélection par les groupes régionaux pour les deux groupes de travail. Le Bangladesh souhaiterait en outre que les groupes soient élargis à

10 membres. La confidentialité de la procédure devrait être maintenue à moins que le Conseil n'en décide autrement et il ne devrait pas y avoir de délais imposés de façon artificielle à la procédure. Le Bangladesh ne souhaite pas qu'un lien soit établi entre le mécanisme de plainte et l'examen périodique universel.

9. M. FLORENCIO (Brésil) dit que le Brésil rejoint le consensus qui s'est dégagé au sein du Groupe de travail, selon lequel la procédure 1503 devrait rester la base des travaux sur le mécanisme de plainte. Si la délégation brésilienne est favorable au maintien du critère relatif à l'épuisement des recours internes, elle estime qu'il peut y avoir des dérogations lorsque ces recours sont inefficaces ou durent trop longtemps car la plupart des pays, y compris le Brésil, ont des systèmes judiciaires très lents. Il faudrait que la procédure reste confidentielle car la confidentialité protège les victimes et évite que les auteurs des plaintes ne subissent des menaces. Les experts du premier groupe de travail devraient être choisis à partir d'une liste d'experts indépendants et qualifiés, dans le respect de la répartition géographique, et il faudrait qu'ils soient désignés par le Président du Conseil. Les situations des droits de l'homme devraient être examinées au moins deux fois par an pour assurer l'efficacité de la procédure et pour que les conclusions soient rendues plus rapidement. L'examen par le Conseil de situations dont il serait saisi par le Groupe de travail chargé des situations est l'un des moments essentiels prévus par la procédure 1503, et la liberté d'action du Conseil ne devrait pas être entravée pour ce qui est d'analyser les circonstances propres à chaque cas. Enfin, il faudrait clarifier les critères permettant de maintenir une situation à l'examen, d'interrompre cet examen ou de le transmettre à une procédure publique.

10. M^{me} KE Yousheng (Chine) dit que dans la définition des objectifs de la future procédure de plainte, le Groupe de travail devrait reprendre le libellé de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, en particulier le mot «allégation» car les violations des droits de l'homme sont seulement présumées jusqu'à ce que leur réalité ait, éventuellement, été établie au terme de la procédure de plainte. La Chine n'est pas favorable au remplacement de l'expression «mobile politique» par l'expression «manifestement politisée», en ce qui concerne les conditions de recevabilité des requêtes. Enfin, le critère de recevabilité fondé sur le respect par le requérant des dispositions de la Charte des Nations Unies devrait être maintenu. Pour ce qui est du nombre d'étapes de la procédure, la Chine est favorable au renvoi des requêtes au Groupe de travail des communications car cela permettrait un meilleur examen initial de la recevabilité des requêtes, tout en réduisant l'encombrement des deux groupes de travail. Enfin, il importe que la composition du secrétariat soit fondée sur le principe de la représentation géographique équitable. Le principe de la confidentialité devrait s'appliquer tout au long de la procédure de plainte afin de garantir l'indépendance des experts et leur efficacité. La Chine ne juge pas utile d'informer le requérant au moment où sa plainte est examinée sur le fond, car une telle information serait susceptible d'être exploitée à des fins politiques. Pour ce qui est du principe de la représentation géographique équitable, il devrait s'appliquer aux deux groupes de travail dans les mêmes conditions. La Chine ne voit pas en quoi son application au premier groupe de travail aurait des conséquences négatives sur la compétence et l'indépendance des experts. En outre, seuls les États membres du Conseil devraient être habilités à élire les membres des groupes de travail. En ce qui concerne la durée des mandats, la Chine est favorable à un mandat de trois ans renouvelable une fois pour les membres des deux groupes de travail. Des mandats plus courts seraient susceptibles de porter atteinte à la continuité, à la prévisibilité et à l'efficacité de la procédure. En ce qui concerne l'examen des situations de violations des droits de l'homme par le Conseil, la Chine est favorable à une solution garantissant une certaine souplesse. Ces situations

devraient être examinées par le Conseil au moins une fois par an, tout en conservant la possibilité d'y consacrer davantage de temps sur la recommandation du second groupe de travail. À propos de la durée du processus d'examen des requêtes, la Chine rappelle que de nombreuses délégations ont exprimé leur préoccupation au sujet de la fixation d'une date butoir pour la présentation de conclusions par le Conseil. Enfin, la Chine n'est pas favorable à la création d'un lien entre la procédure de plainte et le mécanisme d'examen périodique universel.

11. M. GUEVARA (Mexique) dit que les membres du Conseil devraient s'interroger sur la nécessité d'établir ou non des critères de recevabilité autres que ceux prévus par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social. À cet égard, si l'on veut que l'examen individuel des requêtes en première instance soit convenable, il convient de retenir le critère de l'épuisement des recours internes. En revanche, ce critère n'a pas lieu d'être si les requêtes présentées par les particuliers servent uniquement de base à la détermination de l'existence d'un cadre de violations graves des droits de l'homme au sein de l'État mis en cause. En ce qui concerne les deux étapes de la procédure, le Mexique est d'avis que le premier groupe de travail ne devrait pas limiter son examen à la recevabilité des requêtes mais porter également son attention sur les questions de fond et faire des recommandations à cet égard. Il convient par ailleurs d'étudier plus avant les critères à partir desquels le deuxième groupe de travail peut être en mesure de tirer des conclusions sur la situation des droits de l'homme dans un État mis en cause par un particulier. Dans cet exercice, le deuxième groupe de travail devrait être guidé par les principes du traitement égal de l'ensemble des États, de la coopération et du dialogue. La question de la confidentialité de la procédure de plainte doit également faire l'objet d'un examen plus approfondi et doit être réglée à la lumière de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et en tenant compte en particulier de la nécessité pour le Conseil de se doter de méthodes de travail transparentes, justes et impartiales.

12. Le principe de la représentation géographique équitable devrait être appliqué aux deux groupes de travail et la rotation des membres de ces instances devrait être conçue de façon à éviter qu'un même pays puisse siéger de façon permanente dans l'un ou l'autre de ces deux groupes de travail. Enfin, le Mexique se joint au consensus sur la participation du requérant à la procédure de plainte et souligne la nécessité de fournir une véritable réponse aux victimes de violations des droits de l'homme. La première phase du processus devrait être la plus rapide possible et les conclusions adoptées à l'issue de la procédure devraient satisfaire aux principes énoncés par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale afin de ne pas reproduire les erreurs du passé.

13. M. KAUFMANN (Canada) dit que dans sa définition de la future procédure de plainte, le Groupe de travail devrait s'appuyer sur les termes de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne l'objectif de ce mécanisme et les critères de recevabilité des requêtes. Le Canada est favorable à une procédure en trois étapes dont la première serait consacrée à l'examen de la recevabilité, la deuxième à l'examen de la requête sur le fond et la troisième au renvoi des conclusions et recommandations au Conseil pour décision. Quant à la confidentialité, elle devrait être levée lorsque l'État mis en cause ne coopère pas avec le mécanisme de plainte. Les États devraient être tenus de répondre aux demandes de renseignements dans un délai de 90 jours, ce délai étant susceptible d'être prolongé pour une période de 30 jours à la demande de l'État concerné. En l'absence de réponse de l'État dans les délais impartis, la communication devrait alors être examinée sur le fond en séance publique, sous réserve de considérations liées au respect de la vie privée ou à la sécurité du requérant.

Une fois la décision adoptée par le Conseil, le résumé de la communication, la réponse de l'État, la recommandation du groupe de travail et la décision elle-même devraient être notifiés au requérant et rendus publics, sous réserve également des considérations susmentionnées. Cela permettrait d'aligner la procédure sur celle de l'examen des requêtes par les procédures spéciales et par les organes conventionnels. En ce qui concerne la sélection des experts indépendants, elle devrait incomber au Président du Conseil et obéir aux critères de l'indépendance, de l'impartialité, de la compétence, de l'expertise et de l'intégrité. Enfin, en ce qui concerne les mesures susceptibles d'être prises par le Conseil des droits de l'homme sur proposition du second groupe de travail, le Canada suggère l'ajout de deux options supplémentaires. Aux termes de la première, le Conseil déterminerait s'il y a ou non violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales du requérant. Selon la seconde option, le Conseil recommanderait à l'État mis en cause soit de cesser toute action ou de s'abstenir de toute action soit de garantir l'accès du requérant à un recours, et prierait l'État de lui présenter un rapport de suivi dans un délai précis.

14. *M. Godet (Suisse), Vice-Président, prend la présidence.*

15. M. JAZAÏRY (Algérie), au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le Groupe de travail chargé d'établir le nouveau mécanisme de plainte devrait respecter l'esprit de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et ne pas établir un mécanisme de plainte qui soit l'équivalent d'un tribunal. Pour ce qui est de ses objectifs, il serait plus opportun de parler de violations flagrantes et «systématiques» des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En outre, la procédure de plainte ne devrait pas avoir un rôle de prévention ou d'alerte précoce. Pour ce qui est de la portée du mécanisme, l'Algérie pense que la référence aux violations de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales devrait être concrétisée par le renvoi à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux obligations souscrites par les États Membres de l'ONU en vertu des différents instruments internationaux auxquels ils ont adhéré. Pour ce qui est des critères de recevabilité de la requête, l'Algérie est favorable à la règle de l'épuisement des recours internes et pense que la sélection des requêtes présentées par les particuliers devrait incomber au premier groupe de travail dans son ensemble, et non uniquement à son président. Le groupe de travail d'experts devrait être responsable de ses décisions devant le second groupe de travail composé de représentants des États. Les membres de ces deux groupes de travail devraient être élus par le Conseil. Quant à la confidentialité de la procédure, aucun des deux groupes de travail ne devrait être en mesure de la lever. Seul le Conseil devrait être autorisé à le faire. L'Algérie estime en outre que les États mis en cause devraient également recevoir notification aux stades clefs de la procédure. Concernant la composition des Groupes de travail chargés d'examiner les communications/situations, elle devrait être fondée sur le principe de la représentation géographique équitable. Les membres du premier groupe de travail devraient être élus par le Conseil parmi des candidats choisis dans le nouveau système consultatif d'experts. L'Algérie appuie les conclusions préliminaires en ce qui concerne la durée des mandats et la rotation des membres des groupes de travail. Par ailleurs, le Conseil devrait examiner le résultat de l'examen des situations de violations des droits de l'homme une fois par an, à sa session de mars/avril. Enfin, le Groupe des États d'Afrique n'est pas favorable à la création d'un lien entre le mécanisme de plainte et la procédure d'examen périodique universel.

16. M. JANCZAK (Pologne), s'associant à la déclaration faite par la représentante de la Finlande au nom de l'Union européenne, dit que le Groupe de travail chargé de définir le nouveau mécanisme de plainte devrait garder à l'esprit la nécessité de répondre aux besoins des

victimes. Dans ces conditions, la Pologne se réjouit de la volonté des membres du Groupe de travail de garantir un traitement accéléré des requêtes et appuie la proposition visant à réduire à 12 mois le délai accordé aux États mis en cause pour présenter leurs réponses aux allégations les concernant. La Pologne est favorable à l'examen des requêtes en deux temps. Quant au processus de sélection des experts, il devrait incomber au Haut-Commissariat aux droits de l'homme et mettre particulièrement l'accent sur l'expertise et sur les qualifications professionnelles des candidats. Afin de signifier clairement que les considérations d'ordre politique sont écartées au profit des qualifications professionnelles, la Pologne considère qu'il n'y a pas lieu d'insister plus que de raison sur l'application du critère de la représentation géographique équitable à la composition du premier groupe de travail. Enfin, la Pologne est d'avis qu'il convient de réaliser un équilibre entre la confidentialité et la transparence du mécanisme de plainte et appuie les conclusions préliminaires en ce qui concerne l'information du requérant aux stades clefs de la procédure.

17. M. CHANDER (Inde) estime que le Conseil devrait se concentrer sur les situations de violations des droits de l'homme flagrantes et attestées par des éléments dignes de foi. Le mécanisme de plainte n'a donc pas à jouer un rôle d'alerte précoce ou de prévention. Il ne devrait pas non plus être lié à l'examen périodique universel. L'examen des plaintes, y compris celles reçues par des procédures spéciales, par un seul mécanisme présente de nombreux avantages. Le représentant de l'Inde souligne que les institutions nationales de droits de l'homme ont un rôle utile à jouer, aussi bien pour ce qui est de l'épuisement des recours internes que du traitement des plaintes et de la mise en œuvre des recommandations du Conseil.

18. M^{me} HSU King Bee (Malaisie), s'associant à la déclaration faite par le Pakistan au nom de l'OCI, estime qu'une définition exhaustive des objectifs du mécanisme de plainte est nécessaire. Il faudrait également définir clairement l'expression «dans une optique favorable à la victime» employée dans les conclusions préliminaires du facilitateur.

19. Le mécanisme de plainte ne doit pas être envisagé comme un tribunal, mais comme un mécanisme permettant de traiter les plaintes pour violation des droits de l'homme en demandant les précisions nécessaires aux États concernés. La Malaisie rejoint les consensus émergents pour ce qui est de la portée du mécanisme de plainte et des critères de recevabilité. Concernant ce dernier point, il faudrait toutefois préciser que les allégations manifestement politisées ou portant sur une situation qui est déjà traitée dans le cadre d'une autre procédure spéciale ou par un organe conventionnel devraient être irrecevables.

20. Les plaintes devraient être présélectionnées par le secrétariat, puis communiquées à tous les membres du premier groupe – et pas seulement au Président. La confidentialité devrait être préservée à toutes les étapes et, le cas échéant, c'est au Conseil qu'il devrait incomber de décider après examen s'il y a lieu de lever la confidentialité.

21. Le premier groupe de travail devrait se composer d'experts qualifiés et indépendants choisis parmi le nouveau système consultatif d'experts du Conseil. Cependant, si ses membres devaient finalement être choisis parmi une liste d'experts indépendants, ils devraient alors être élus par le Conseil. Le deuxième groupe de travail devrait être composé de représentants des États membres, choisis selon une représentation géographique équitable et nommés par le Président du Conseil à l'issue de consultations avec les groupes régionaux. Le deuxième groupe de travail ne devrait faire rapport au Conseil qu'une fois par an.

22. Les délais de réponse des États ne devraient pas être trop rigides. Les quatre mesures existantes mentionnées dans la résolution 2000/3 du Conseil économique et social devraient être maintenues et complétées par une mesure visant à encourager l'État concerné à un dialogue constructif ainsi que par une mesure concernant la fourniture d'une assistance technique et l'aide au renforcement des capacités. La procédure de plainte ne devrait pas être liée à l'examen périodique universel.

23. M. LOULICHKI (Maroc), s'associant à la déclaration faite par l'Algérie au nom du Groupe des États d'Afrique et à celle faite par le Pakistan au nom de l'OCI, fait remarquer que le terme «ensemble» en français ne véhicule pas l'idée de répétition du terme anglais «*consistent*» qui est une condition *sine qua non* pour la prise en considération d'une plainte. M. Loulichki souligne qu'il est nécessaire de donner à l'État concerné la possibilité de répondre amplement aux allégations le concernant. Il souscrit aux éléments de convergence dégagés par le facilitateur concernant les critères de recevabilité. En outre, il considère que les allégations de violations des droits de l'homme ne devraient pas répondre à des motifs politiques ni faire l'objet d'un examen par d'autres mécanismes onusiens. Appuyant le principe d'un examen en deux étapes, le représentant du Maroc insiste sur la nécessité que ces deux étapes demeurent confidentielles, toute décision contraire ne pouvant être prise que par le Conseil. Concernant la durée du mandat des membres des deux groupes de travail, la pratique actuelle de la résolution 1503 est satisfaisante. Pour ce qui est de l'examen des situations, le Conseil, au vu de son programme de travail chargé, ne devrait pas y consacrer plus d'une session. Si le deuxième groupe de travail devait souhaiter faire une recommandation différente au Conseil, il devrait alors pleinement l'argumenter. Enfin, les États devraient disposer du temps nécessaire pour répondre aux allégations et soumettre des informations additionnelles.

24. M. MARENTEK (Indonésie) souligne qu'il est essentiel que, comme tous les autres mécanismes examinés par le Conseil, le mécanisme de plainte formule ses propres conclusions officielles. Pour ce qui est des questions de fond abordées dans les conclusions préliminaires du facilitateur, la délégation indonésienne s'associe à la déclaration prononcée par le Pakistan au nom de l'OCI.

25. L'actuel mécanisme de plainte comporte deux éléments fondamentaux: la confidentialité et la procédure en deux étapes. La résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social constitue une bonne base de travail pour discuter de ces points et le Conseil devrait la conserver en l'améliorant. La délégation indonésienne, comme de nombreuses autres délégations, s'oppose à la proposition d'associer le mécanisme de plainte à l'examen périodique universel.

26. M. RIMDAP (Nigéria), s'associant à la déclaration faite par l'Algérie au nom du Groupe des États d'Afrique et à celle faite par le Pakistan au nom de l'OCI, souligne que le mécanisme de plainte devrait porter sur tous les droits et libertés fondamentaux, y compris le droit à l'alimentation et à l'eau. Il s'associe au consensus qui s'est dégagé sur la recevabilité des plaintes, tout en spécifiant que celles-ci ne doivent pas porter sur une situation qui est déjà traitée dans le cadre d'une autre procédure spéciale ou par un organe conventionnel. Toutes les étapes de la procédure devraient rester confidentielles. Toutefois, si, pour une raison ou pour une autre, la confidentialité devait être levée, cela devrait être au Conseil d'en décider sur recommandation du deuxième groupe de travail. Le principe de confidentialité requiert également que la plus grande prudence soit observée lorsque l'auteur de la communication est notifié. Les experts du premier groupe de travail devraient être choisis parmi le nouveau système consultatif d'experts

du Conseil. L'examen des plaintes devrait quant à lui être annuel. S'agissant des mesures susceptibles d'être prises par le Conseil, celui-ci doit garder la situation à l'examen et attendre des informations supplémentaires de l'État concerné. Il doit également pouvoir nommer un expert chargé de suivre la situation et de lui faire rapport.

27. M. CHAGRAOUI (Tunisie), s'associant à la déclaration faite par l'Algérie au nom du Groupe des États d'Afrique et à celle faite par le Pakistan au nom de l'OCI, estime que l'examen des plaintes présentées dans le cadre de la procédure 1503 devrait se faire en deux temps, en veillant à éviter les abus de procédure. Cela implique qu'il faudrait mettre en place des règles juridiques objectives et transparentes et que la plainte devrait être traitée par des experts qualifiés et indépendants. La confidentialité qui guide cette procédure est un atout majeur qu'il faut préserver afin de faciliter et de promouvoir le dialogue entre les parties dans un esprit de coopération constructif.

28. M. MARTÍNEZ ALVARADO (Guatemala) souligne combien il importe que la source de la plainte soit digne de foi. À cet effet, il faudrait que le Haut-Commissariat puisse vérifier la véracité de la plainte auprès de la victime ou de sa famille. Le Guatemala souscrit aux consensus émergents en ce qui concerne le champ d'application et la recevabilité. Il ne considère cependant pas qu'il y aurait double emploi si une plainte était examinée à la fois par un organe conventionnel et par une procédure spéciale, telle que la procédure confidentielle, car les objectifs recherchés par chacun de ces mécanismes sont différents. Si ce cas se produisait, le Bureau devrait veiller à ce que les informations remises par l'État aux procédures publiques parviennent également à la procédure confidentielle. L'inverse n'étant pas envisageable, il serait alors de la responsabilité de l'État de transmettre l'information demandée aux procédures publiques. S'agissant de la question de la confidentialité, le Guatemala souscrit au paragraphe 18 b) des conclusions préliminaires, en spécifiant qu'il faudrait préciser le niveau de coopération. En général, l'État est tenu de mener une enquête, d'assurer la procédure judiciaire prévue et d'identifier les responsables. S'il présente ces informations, cela montre qu'il coopère et qu'il est prêt à contribuer à élucider l'affaire. Cette procédure ne peut cependant pas prétendre identifier les manquements d'un système judiciaire donné, car ce n'est pas là son objectif. Pour ce qui est de rendre publique la procédure, c'est le Conseil qui doit être habilité à statuer en la matière.

29. M. THORNE (Royaume-Uni), s'associant à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne, rappelle que ce sont les victimes qui sont au cœur du processus et c'est pourquoi il est capital d'améliorer l'efficacité et la rapidité du processus actuel. M. Thorne préconise donc un système permettant aux groupes de travail de se réunir plus souvent et de traiter les dossiers plus efficacement, avec des délais de réponse pour les États plus courts. Le Conseil devrait étudier les requêtes à la première session suivant le dépôt d'une plainte. Quant à la nature «politisée» ou non des plaintes déposées, le représentant du Royaume-Uni fait valoir que toutes les plaintes peuvent, sous certains aspects, être qualifiées de politisées. Ce qu'il faut tenter d'éliminer, ce sont les plaintes qui ont une incidence politique sans rapport avec l'affaire en question. À cet effet, il serait judicieux d'inclure un critère séparé, stipulant que la plainte «ne devrait pas constituer un abus du droit de porter plainte».

30. M. Hoon-Min LIM (République de Corée) se réjouit qu'un consensus se dessine concernant sept des 13 éléments du document présenté par M. Godet. Il est d'avis que les situations qui ne sont pas encore traitées dans le cadre d'une autre procédure spéciale ou par

un organe conventionnel devraient être recevables. Bien que la confidentialité soit importante, ce critère s'est aussi révélé être l'une des principales faiblesses de la procédure 1503. Il est donc nécessaire de trouver un équilibre entre confidentialité et transparence. Il importe certes de tenir l'auteur de la communication informé au cours du processus, mais le deuxième groupe de travail devrait être habilité à décider d'en rendre certaines phases confidentielles. S'agissant de la composition des groupes de travail, le principe d'une répartition géographique équitable ne doit valoir que pour le deuxième groupe. Les experts des groupes de travail devraient être choisis dans une liste d'experts indépendants qualifiés que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme tiendrait et actualiserait régulièrement. La durée actuelle du processus, qui est de trois ans, ne permet pas de protéger les victimes de violations des droits de l'homme répétées. Il faut donc fixer une durée plus courte, de deux ans au maximum.

31. M. ENDO (Japon) souhaite que l'on ajoute un élément à la liste des critères de recevabilité. Il faudrait qu'il y ait des «motifs valables» ou une «preuve» que la communication révèle un ensemble de violations flagrantes et attestées par des éléments dignes de foi des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que le prévoit la procédure actuelle. Le Japon se joint au consensus sur la participation de l'auteur de la communication, à l'exception du point qui prévoit que l'auteur devrait recevoir notification au «moment où la plainte (...) est examinée au fond», car cette pratique induirait une charge de travail considérable.

32. M. MACHON (République tchèque) estime que la protection offerte par le mécanisme de plainte ne doit pas seulement s'étendre aux victimes exposées mais également comporter une dimension préventive. Ce mécanisme se distingue des mécanismes d'alerte précoce qui, du fait qu'ils ne visent pas à protéger d'un ensemble de violations flagrantes, n'ont pas besoin de répondre aux mêmes critères. La recevabilité des plaintes doit être soumise à des critères précis qu'il convient de respecter; il peut cependant arriver que le critère de l'épuisement des voies de recours internes ne soit pas applicable, par exemple lorsque les mécanismes de justice interne sont trop lents ou qu'ils se révèlent inefficaces. Il convient également de distinguer le mécanisme de plainte, qui est une procédure quasi judiciaire et qui nécessite donc certains critères, des procédures spéciales, qui ne nécessitent pas de critère de recevabilité concernant les personnes qui identifient l'auteur et la situation.

33. Le premier groupe de travail devrait être composé d'experts choisis dans une liste tenue par le Haut-Commissariat. Le second devrait comprendre un représentant de chaque groupe régional. Il est essentiel d'élaborer des garanties pour que les membres du deuxième groupe de travail ne favorisent pas les intérêts d'États amis au détriment de ceux des victimes.

34. M^{me} DE BELLIS (Uruguay) estime que ce sont des mécanismes indépendants qui doivent être chargés de la recevabilité des plaintes. Cette question devrait être discutée plus en détail au sein du groupe de travail, qui devrait en particulier examiner le critère des recours internes. Il est en effet préoccupant de constater que certains recours internes ne sont d'aucune utilité ou qu'ils sont parfois très longs. Il importe que l'auteur de la plainte soit tenu informé de l'état d'avancement du traitement de sa plainte à toutes les étapes du processus.

35. M. REYES RODRÍGUEZ (Cuba) estime que la confidentialité joue un rôle important car elle permet une meilleure coopération entre les États, ceux-ci n'étant pas montrés du doigt publiquement ni considérés a priori comme responsables. Il faudrait donc que la plainte soit examinée quant au fond et que les différentes parties prenantes arrivent à un accord. Cet élément

d'examen par les pairs est essentiel pour mettre fin à la présentation de résolutions fondées sur des motifs politiques sans rapport avec la protection des droits de l'homme et dirigées contre des pays précis. Cuba s'associe au consensus émergent présenté dans le résumé objectif de M. Godet. Les critères de recevabilité devraient être établis clairement, entre autres pour faciliter le travail du secrétariat au moment du tri des plaintes. Il faudrait également déterminer un degré de gravité minimum des violations afin que les questions examinées soient réellement dignes d'attention.

36. La résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social ainsi que la procédure confidentielle établie par celui-ci ont permis de résoudre bon nombre de cas. Le Conseil devrait donc se laisser guider par le travail accompli par la Sous-Commission. Il faut éviter un mécanisme trop compliqué, dépourvu d'experts, qui empêcherait la réalisation des objectifs du Conseil.

37. M. CHARNBHUMIDOL (Observateur de la Thaïlande) souhaite formuler quelques remarques concernant les conclusions préliminaires présentées par le facilitateur. Premièrement, les principes, la portée, les critères de recevabilité et les modalités de fonctionnement de l'actuelle procédure 1503 devraient constituer les fondements du futur mécanisme de plainte du Conseil. Deuxièmement, s'agissant de la section V des conclusions préliminaires, la confidentialité devrait constituer la principale caractéristique de ce mécanisme. Toute la procédure devrait donc être confidentielle sauf si le Conseil en décide autrement. Les gouvernements des pays concernés devraient néanmoins participer pleinement au déroulement de toutes les étapes au cours desquelles les communications sont reçues et examinées. Troisièmement, s'agissant des sections IV, VII et IX, le mécanisme de plainte devrait reprendre la pratique de la procédure 1503 consistant à avoir deux groupes de travail chargés respectivement des communications et des situations, le premier se composant d'experts et le second de représentants d'États désignés dans le respect du principe d'une répartition géographique équitable. Les membres de ces groupes de travail devraient en outre être nommés par le Président du Conseil après consultation des groupes régionaux. Quatrièmement, les communications devraient être examinées en temps utile. Il convient de prendre note des difficultés rencontrées par les pays pour donner suite aux communications. Cinquièmement, s'agissant de la section XIII, la délégation thaïlandaise est en faveur du maintien des quatre mesures existantes qui peuvent être engagées sur la proposition du second groupe de travail et partage l'avis de nombreuses délégations selon lequel le mécanisme de plainte pourrait, sur la demande des pays concernés, donner lieu à une assistance technique et à des actions de renforcement des capacités. S'agissant des rapports entre le mécanisme de plainte et l'examen périodique universel, la Thaïlande estime qu'il ne serait pas indiqué, en l'état actuel des choses, de lier ces deux mécanismes, compte tenu des propositions de mesures supplémentaires susceptibles d'être prises à l'encontre des États qui sont actuellement à l'étude, notamment celle de saisir une procédure spéciale, ce qui aurait une incidence sur le caractère confidentiel de la procédure, ou encore de suspendre de son statut de membre du Conseil un État qui ne coopère pas.

38. M. De VYLDER (Observateur de la Belgique) indique que sa délégation s'associe à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne. Il aimerait formuler les trois remarques suivantes. Premièrement, l'expérience montre que la confidentialité favorise la coopération des États, raison pour laquelle la Belgique est favorable à un système à deux étapes. À chaque étape franchie par le groupe de travail, le pays concerné par une plainte serait invité à

faire preuve de sa volonté de coopérer. Une coopération effective de l'État aurait pour résultat de préserver le caractère confidentiel de la procédure. Si l'État, au contraire, ne parvenait pas à résoudre le problème examiné, le groupe de travail en ferait état lors d'une séance publique du Conseil des droits de l'homme. Une telle manière de procéder ne remettrait pas en question la faculté du Conseil de rendre publiques les situations dont la gravité appelle une telle mesure. Deuxièmement, il importe de mener une action axée sur les victimes, ce qui suppose de rendre la procédure plus transparente. Le plaignant devrait être informé en toute confidentialité du déroulement de la procédure, de la suite donnée à sa plainte et des conclusions. Les groupes de travail pourraient, à l'inverse, demander au plaignant de fournir des informations complémentaires. Troisièmement, il convient de mettre en place un mécanisme de plainte efficace qui permette au Conseil de traiter les violations le plus rapidement possible, ce qui implique d'augmenter la fréquence de réunion des groupes de travail. Le délai accordé aux États pour répondre aux allégations ou pour fournir des informations supplémentaires devrait en outre être réduit.

39. M. KOVAR (Observateur des États-Unis) dit que l'on s'accorde généralement à penser que la procédure 1503 permet de traiter les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme de manière satisfaisante. Ce système ne devrait donc pas être modifié. M. Kovar donne lecture des deux critères fondamentaux actuels de recevabilité des plaintes, lesquels portent sur la nature des violations alléguées et sur l'épuisement des voies internes de recours, et indique que sa délégation estime que ces critères doivent être conservés. Bien que les conclusions du facilitateur reprennent ces éléments très importants, elles noient le critère d'épuisement des recours internes dans de nombreux autres éléments discrétionnaires. Cette question devra être précisée dans les projets à venir. Les États-Unis ont proposé que le secrétariat écarte les plaintes non recevables de manière plus rigoureuse et qu'un seul groupe de travail examine les plaintes qui auront été retenues. Cependant, même si le Conseil devait décider de conserver les deux groupes de travail, il serait indispensable que le deuxième groupe, à savoir celui des gouvernements, soit habilité à rejeter les plaintes qui ne satisfont pas aux critères de recevabilité et ne se borne pas à examiner l'opportunité de prendre des mesures. Dans le système actuel, les plaintes qui, malgré leur irrecevabilité, ne sont pas rejetées aux premiers stades de la procédure, peuvent l'être au moment de leur examen par le Groupe de travail des situations. Ce contrôle doit être maintenu. S'agissant des autres questions techniques qui seront examinées à l'avenir, les États-Unis souhaitent faire deux observations. Premièrement, il n'est pas nécessaire d'établir un lien formel entre le mécanisme de plainte et le mécanisme d'examen périodique universel. Deuxièmement, les tenants de l'idée de faire du mécanisme de plainte un système d'alerte précoce perdent de vue l'essentiel, à savoir que la procédure 1503, compte tenu des critères de recevabilité des plaintes, a pour vocation de traiter des problèmes graves, persistants et généralisés et non pas des problèmes émergents.

40. M. Wei Jiang HO (Observateur de Singapour) estime, en premier lieu, que le mécanisme de plainte doit avoir la même finalité que celle de la procédure 1503, qui est de faire face aux violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Si les intentions des délégations qui souhaiteraient élargir le rôle de ce mécanisme pour en faire un système d'alerte précoce ou de prévention sont louables, le mécanisme d'examen périodique universel serait plus à même de jouer ce rôle, compte tenu de ce que tous les États seront soumis à un examen périodique dans le cadre duquel des questions institutionnelles et structurelles plus générales seront abordées. Il convient en outre d'éviter les doublons. En deuxième lieu, un consensus très net semble se dégager autour de l'idée du maintien des critères de recevabilité

actuels, notamment celui de l'épuisement des recours internes. Comme de nombreuses délégations l'ont fait remarquer, la principale difficulté rencontrée dans le cadre de la procédure 1503 ne réside pas dans les critères eux-mêmes, mais dans le manque de rigueur quant à leur application au cours du processus de filtrage. Il convient donc d'assurer le respect des critères de recevabilité au moyen d'un système de contre-vérifications par lequel une présélection effectuée par le personnel du secrétariat ferait ensuite l'objet d'un contrôle de la part du Groupe de travail des communications. En troisième lieu, enfin, la procédure doit rester confidentielle à toutes les étapes sauf si le Conseil en décide autrement. En l'absence de coopération d'un État, le Groupe de travail des situations aurait toujours la possibilité, le Conseil étant un organe permanent, de saisir ce dernier de la situation en lui recommandant de la rendre publique. Il importe à cet égard que seul le Conseil soit habilité à lever la confidentialité d'une affaire.

41. M. SAJJADPOUR (Observateur de la République islamique d'Iran), s'agissant de la portée du mécanisme de plainte, estime qu'elle doit permettre de s'occuper de violations partout dans le monde. Outre les critères de recevabilité énumérés sous la rubrique «consensus émergent» dans les conclusions du facilitateur, les critères suivants devraient notamment être appliqués: les informations communiquées par le plaignant doivent être assez complètes pour permettre à l'État concerné de procéder à une enquête approfondie; la requête ne doit pas être manifestement politisée; la requête ou la situation ne doit pas être déjà traitée dans le cadre d'une autre procédure spéciale. Les critères de recevabilité doivent en outre être appliqués à toutes les étapes, y compris à celle de l'examen par le deuxième groupe de travail. Les deux groupes de travail devraient être habilités à mettre un terme à l'examen d'une situation. La délégation iranienne est en faveur d'une procédure en deux étapes comportant en outre une étape de présélection. Tous les membres du Groupe de travail des communications devraient prendre part aux décisions relatives aux plaintes qui sont transmises au deuxième groupe de travail. Les deux groupes de travail devraient être élargis (10 membres au lieu de cinq). Les experts du premier groupe de travail devraient être choisis parmi le nouveau système consultatif d'experts du Conseil après consultation avec les groupes régionaux. Le choix des membres du deuxième groupe devrait respecter le principe d'une représentation géographique équitable. Pour des raisons détaillées dans les conclusions préliminaires, aucun lien ne devrait être établi entre l'examen périodique universel et la procédure. Enfin, la procédure de plainte et la procédure publique devraient être mutuellement exclusives, ce qui signifierait qu'une même situation ne pourrait pas être examinée à la fois dans le cadre de la procédure de plainte et dans celui d'une procédure publique relevant du dispositif de protection des droits de l'homme.

42. M^{me} FORERO UCROS (Observatrice de la Colombie) dit que le corps collégial consultatif qui a remplacé l'ancienne Commission devrait être chargé de l'examen des plaintes. Il convient d'établir un critère de recevabilité des plaintes en tenant compte du principe d'épuisement des recours internes, lequel ne doit cependant pas retarder de manière injustifiée la présentation d'un recours. La Colombie estime qu'il y a lieu d'établir deux groupes de travail, soit un groupe de travail des communications, composé d'experts issus de l'organe qui remplacera la Sous-Commission des droits de l'homme, et un groupe de travail composé de représentants des gouvernements. Le principe d'une représentation géographique équitable doit être respecté, de même que celui de la confidentialité des plaintes. Il convient d'établir des directives relatives à la communication avec les gouvernements, qui doit toujours passer par les voies diplomatiques, de même que des principes régissant la communication avec les requérants. Le mécanisme de plainte ne doit pas constituer un organe quasi judiciaire mais doit avoir pour fonction d'attirer l'attention des États sur les améliorations à apporter dans le traitement des plaintes émanant des

personnes résidant sur leur territoire et, le cas échéant, de mettre en évidence des violations graves et systématiques des droits de l'homme. La Colombie, enfin, ne voit pas la nécessité d'établir un lien entre le mécanisme de plainte et l'examen périodique universel, ces deux mécanismes étant de nature distincte.

43. M. RABGYE (Observateur du Bhoutan) dit que si les travaux relatifs au mécanisme de plainte ont progressé de manière appréciable, le nombre de points énumérés sous la rubrique «Domaines qui appellent des délibérations supplémentaires» témoigne du fait que l'examen de cette question est loin d'être achevé. Le mécanisme de plainte devrait faire fond sur les avantages reconnus de la procédure 1503. M. Rabgye souhaite formuler quelques remarques concernant les points qui appellent des délibérations supplémentaires. Premièrement, le Bhoutan convient que le mécanisme de plainte doit être favorable aux victimes de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. Il estime cependant aussi, à l'instar d'autres délégations, qu'il doit être équilibré et que la charge de la preuve ne peut pas reposer entièrement sur les États. Les plaintes doivent être étayées par des éléments factuels, raison pour laquelle les critères de recevabilité doivent être renforcés, et ce, d'autant plus qu'un consensus est en train de se dégager autour de l'idée que ce sont des «violations flagrantes et attestées» qui seront portées à l'attention du Conseil, et non pas des «allégations» de violations. Deuxièmement, il importe de retenir le critère selon lequel la requête ne doit pas avoir de mobile politique manifeste. S'agissant de l'épuisement des recours internes, il faut garder à l'esprit que toutes les institutions nationales ne fonctionnent pas au même rythme. Troisièmement, le caractère confidentiel de la procédure doit être maintenu. Le Bhoutan n'est pas favorable à l'idée d'utiliser la possibilité de lever la confidentialité de la procédure comme instrument de coercition visant à s'assurer la coopération de l'État concerné. La confidentialité, outre le fait qu'elle protège la victime d'éventuelles représailles, favorise au contraire la collaboration des États. Le Bhoutan, finalement, n'est pas convaincu qu'il serait opportun d'établir un lien entre le mécanisme de plainte et le mécanisme d'examen périodique universel.

44. M. ARISTEGUI LABORDE (Observateur de l'Espagne) indique que sa délégation souscrit à la déclaration faite par la Finlande au nom de l'Union européenne et souligne que le consensus sur l'utilité du mécanisme de plainte doit s'accompagner d'un consensus sur la nécessité d'améliorer l'ancien mécanisme pour le renforcer. S'agissant du document présenté par le facilitateur, l'Espagne souhaite formuler deux remarques. Premièrement, pour ce qui est de l'objectif du mécanisme, elle souhaiterait que les conclusions reflètent clairement chacun des éléments figurant dans les objectifs du mécanisme d'examen des communications définis dans la version révisée de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, notamment l'existence d'un ensemble de violations persistantes. L'Espagne attache une grande importance à cet élément. Aux termes de cette résolution, les violations doivent donc être non seulement systématiques, mais persistantes. M. Aristegui Laborde explique que ce terme de «persistant» est celui qui figure dans la traduction espagnole de la résolution et prie le facilitateur de veiller, lors de la rédaction des conclusions, à ce qu'il figure dans la description du nouveau mécanisme. En outre, eu égard aux victimes, comme l'a dit le représentant de la Finlande, qui s'exprimait au nom de l'Union européenne, il ne faut pas relever le degré de gravité des violations. Deuxièmement, s'agissant des critères de recevabilité, l'Espagne réitère que l'important, à ses yeux, n'est pas la liste des critères elle-même, mais que les critères retenus, quels qu'ils soient, soient appliqués de manière efficace et cohérente. L'Espagne ne verrait donc pas d'inconvénient à procéder à une révision de la liste des critères qui date de 1971.

45. M. ALI (Observateur du Soudan) déclare s'associer aux déclarations faites par l'Algérie au nom du Groupe des États d'Afrique et par le Pakistan au nom de l'OCI. S'agissant des objectifs du mécanisme de plainte, le Soudan estime que la procédure 1503 doit être maintenue et réformée. L'idée de faire de ce mécanisme un système d'alerte précoce n'a pas été précisée avec toute la clarté voulue et ne devrait pas être retenue. Pour ce qui est de la portée du mécanisme, celui-ci a pour vocation de s'occuper de toutes les violations des droits de l'homme, notamment les droits économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement, qui ne doivent donc pas être négligés au profit des droits civils et politiques. Pour ce qui est des critères de recevabilité, la plainte doit être fondée non pas sur la seule description des faits et sur des informations rapportées par les médias, mais sur des faits réels. Il est essentiel qu'une plainte introduite auprès de ce mécanisme ne soit pas traitée par une autre procédure spéciale.

Le Soudan est favorable à une procédure en deux étapes, la première consistant en l'examen de la plainte par un groupe de travail qui se prononcerait sur la recevabilité de la plainte. Un second groupe de travail formulerait des recommandations et des conseils. Le rôle du secrétariat devrait être limité. La confidentialité constitue un aspect très important de cette procédure et devrait être maintenue à toutes les étapes sauf si le Conseil en décide autrement. La composition des groupes de travail, en particulier celle du deuxième groupe, devrait respecter le principe de répartition géographique équitable. Le premier groupe devrait être composé d'experts qualifiés et indépendants. La délégation soudanaise estime qu'il ne serait pas indiqué d'établir un lien entre le mécanisme de plainte et le mécanisme d'examen périodique universel. S'agissant, enfin, des conclusions du deuxième groupe de travail, il convient de mettre l'accent sur l'assistance technique et le renforcement des capacités des pays.

46. M^{me} WILLE (Observatrice de la Norvège) indique que sa délégation estime que la portée du mécanisme de plainte devrait être la même que celle de la procédure 1503, à savoir tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, et qu'il convient de fixer un degré de gravité élevé. Pour ce qui est des critères de recevabilité, de nouveaux critères ne devraient pas être ajoutés à ceux fixés dans le cadre de la procédure 1503. Il importe cependant, s'agissant du critère de l'épuisement des recours internes, et compte tenu du fait qu'il est souvent impossible d'y satisfaire, de préciser qu'il pourra ne pas être appliqué s'il apparaît que les recours seraient inefficaces ou d'une durée excessivement longue. La Norvège est disposée à faire preuve de souplesse quant au nombre d'étapes que doit comporter la procédure. La compétence et l'indépendance des experts doivent être assurées. Il est à espérer que le fait que le Conseil se réunisse plus fréquemment que l'ancienne Commission permettra de remédier à la lenteur et au manque d'efficacité de la procédure actuellement en vigueur. Pour ce qui est de la confidentialité, la Norvège souscrit à l'idée d'aviser les plaignants de la réception de leur plainte et de les informer du résultat de la procédure. Il conviendrait en outre de donner au plaignant la possibilité de fournir des informations supplémentaires au cours de la procédure.

47. M^{me} APPLEYARD (Commission internationale de juristes) dit que l'expérience montre qu'il importe de réduire le niveau d'influence politique auquel pourrait être soumis l'examen des plaintes dans le cadre du mécanisme dont va se doter le Conseil. S'il incombera au Conseil de prendre des décisions d'ordre politique concernant les situations, ces décisions devront être fondées sur un examen des faits qui aura été conduit par un organe d'experts indépendants et impartiaux. Pour assurer l'intégrité, la compétence et le caractère apolitique de cet organe, il convient de fixer des règles claires et des procédures relatives à la nomination des personnes qui le composeront. Celles-ci, notamment, ne devraient pas occuper de poste de la fonction publique ou participer à l'examen d'un pays dont elles ont la nationalité ou dans lequel elles résident.

48. Le Conseil devrait, dans le cadre de la procédure, prendre en considération la gravité et la persistance des violations commises ainsi que la volonté politique d'y remédier dont l'État concerné fait preuve et son degré de coopération. Il déciderait ensuite des mesures qu'il convient de prendre. L'éventail des possibilités qui s'offrent à lui pourrait comprendre la création d'un mécanisme visant à prévenir toute violation des droits de l'homme ou à suivre la situation ou encore des mesures visant à favoriser la fourniture d'une assistance technique ou de services de conseil. En cas de violations à grande échelle ou systématiques, le Conseil pourrait, s'il estime ne pas être en mesure d'agir de manière efficace, saisir l'Assemblée générale de la question. Les règles applicables à la procédure devraient tenir compte du fait que celle-ci émane d'un organe politique et n'est pas de nature quasi judiciaire. Elles ne devraient pas, en particulier, prévoir l'obligation d'avoir épuisé les recours internes et devraient permettre au plaignant de participer à la procédure.

49. M^{me} WAGNER (United Nations Watch) exprime l'espoir que le mécanisme de plainte mis en place fera fond sur la procédure 1503 et l'améliorera. Un très petit nombre de plaintes introduites au titre de la procédure 1503 étaient effectivement examinées par l'ancienne Commission, et le délai moyen avant un tel examen était de trois ans. Il est à espérer que la nouvelle procédure sera rationalisée et accélérée. M^{me} Wagner se félicite en outre du consensus qui se dégage sur la nécessité d'informer le plaignant de la suite donnée à la plainte. Il ne serait pas souhaitable que le principe de confidentialité de la procédure soit absolu, la possibilité de rendre la plainte publique constituant un moyen d'amener un État à faire preuve de coopération.

50. M. OZDEN (Centre Europe-Tiers monde), s'exprimant également au nom de trois autres ONG, dit que l'objectif du mécanisme devrait être l'efficacité. Or les débats du Conseil sur la question n'ont, à ce jour, visé qu'à apporter de légers aménagements à la procédure dite 1503, laquelle n'est ni efficace, ni transparente. Il serait donc judicieux de prendre en compte les cinq éléments suivants lors de la révision de cette procédure. Premièrement, les plaintes devraient être fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur les obligations découlant des instruments relatifs aux droits de l'homme que les pays ont ratifiés. Deuxièmement, les critères de recevabilité devraient être clairement définis. L'épuisement des voies de recours internes ne devrait pas constituer une condition absolue, ce recours pouvant comporter des délais déraisonnables. Troisièmement, la procédure doit être simplifiée et confiée à un collège d'experts indépendants et élus par le Conseil pour un mandat de trois ans, renouvelable une seule fois. Quatrièmement, le principe d'une répartition géographique équitable doit être respecté et les experts, après avoir examiné les plaintes, devraient transmettre leurs recommandations au Conseil. Cinquièmement, en cas d'impossibilité d'assurer elles-mêmes leur représentation ou en cas de risque de représailles, les victimes devraient être représentées par une ONG.

La séance est levée à 13 heures.
